

Toghza et Tiksighidène (Bouira)

Projet d'extension du réseau d'assainissement

L'aménagement urbain dans les différents villages de la commune de Chorfa accuse un énorme retard. L'extension urbaine effrénée est, en partie, la cause de cette situation problématique. L'APC se trouve toujours contrainte de dégager des enveloppes financières conséquentes, pour venir à bout de cette urbanisation qui s'étend de jour en jour. Des dizaines de nouvelles constructions ont été, en effet, réalisées, ce qui nécessite leur raccordement aux réseaux de l'électricité, de l'AEP, du gaz de ville et de l'assainissement. Les

villageois rencontrés réclament notamment le branchement de leurs foyers au réseau d'assainissement, ce qui leur évitera d'éventuelles maladies à transmission hydrique (MTH) et la multiplication des insectes et des moustiques, surtout qu'on est à quelques mois seulement de la saison des grandes chaleurs qui favorise leur prolifération. Plusieurs citoyens, en attendant le raccordement de leurs maisons au réseau de l'assainissement, sont contraints d'aménager des fosses septiques, lesquelles s'avèrent être des pis-aller, du

moment qu'elles demeurent une source de tous les désagréments. Parmi les villages dépourvus de réseaux d'assainissement, il y a Toghza et Tiksighidène. Ces deux villages à vocation agropastorale, connaissent, à l'instar des autres localités, une forte urbanisation. D'ailleurs, beaucoup d'habitations, nouvellement construites, sont exposées à ce problème. Les autorités communales ont pensé à l'extension du réseau de l'assainissement, afin de les raccorder, dans les prochains jours.

C. A.

Thank you for

■ Mascara : la wilaya produira 26,4 millions m³ d'eaux usées traitées

Les stations d'assainissement et de traitement des eaux usées de la wilaya de Mascara produiront 26,4 millions de mètres cubes, soit le quart de la quantité produite à l'échelle nationale, a indiqué le chef du service assainissement à la direction des ressources en eau. Le chef-lieu de wilaya dispose actuellement d'une station de traitement des eaux usées prenant en charge 13 000 m³/jour destinés à l'irrigation de 790 hectares, outre 17 stations d'assainissement réparties sur plusieurs communes pour un total de 49 400 m³/j.

خنشلة

تلف قنوات الصرف يسبب اهتراء الطرقات

للشرب من القنوات الناقلة التي أصابها الإهتراء.

رئيس البلدية كشف عن فسخ عقد مع مقاوله كانت بصدد إعادة تعبيد طرقات حي السعادة المتلفة كلياً، وسيتم تعبيد طرقات حي "الإيرباكو".

كما أكد انتهاء الأشغال من عديد الطرق بعدة أحياء بالمدينة، مبشراً بإعادة تعبيد كل الطرقات بوسط المدينة بعد إعادة زرع قنوات الصرف الصحي والناقلة للمياه.

كما اعتبر أن سنة 2014 هي للقضاء على النقاط السوداء في طرقات المدينة التي تنتظر أيضاً أغلفة مالية خلال المخطط الخماسي 2015-2019، مؤكداً أن المدينة ستعرف تحولاً نوعياً في كافة المجالات

خنشلة: ط. بن جمعة

● أرجع منتخبو بلدية خنشلة سبب اهتراء الطرقات التي يتم تعبيدها من حين لآخر، إلى تلف قنوات الصرف الصحي الخاصة بالمواطنين والإدارات العمومية، بالإضافة إلى انكسار قنوات نقل المياه وما تحدثه من تسربها في الطرقات. أكد ذات المصدر لـ "الخبر" أن مشكل اهتراء الطرقات ليس بفعل الغش في الأشغال، رغم اكتشاف حالات لدى بعض المقاولات تم متابعتها قضائياً. لكن المشكل الأساسي يتمثل في اهتراء وفساد قنوات الصرف الصحي في عديد الأحياء والتجزئات، حيث يقوم المواطنون بحفر الطريق في بعض الأحيان دون رخصة من الجهات المعنية ثم يعمدون لإصلاحها وترك الحفرية والأثرية. يضاف إلى ذلك مشكل تسرب المياه الصالحة

Alors que de nouvelles stations d'épuration sont venues à la rescousse

Le problème de la pollution à Oran sera-t-il éradiqué ?

Dix (10) nouvelles STEP (Station d'épuration des eaux usées) seront réparties à travers le territoire de la wilaya. Les communes devant bénéficier de ces STEP sont, entre autres, Oued Tlélat, Arzew, Béthioua, Misserghine, El Ançor et Mers El Kébir.

La mise en place de ses stations vise à mettre fin au déversement des eaux usées dans les plages, un phénomène qui porte préjudice à la nature, notamment en été, où les visiteurs du littoral oranais constatent de près ce gâchis. Les eaux purifiées serviront à l'irrigation des terres agricoles, a-t-on indiqué de bonne source. Concernant la STEP de Béthioua, elle sera réceptionnée incessamment, selon la Direction des ressources en eaux de la wilaya qui indique que le taux d'avancement du projet est satisfaisant. La STEP est conçue sur la base des données contenues dans le plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) et dont le chantier se poursuit dans la commune de Béthioua. Après la réception de cette STEP, dont le montant de affecté a son financement est estimé à quelque 350 milliards de centimes, une fiche technique sera établie pour l'installation des canalisations et enfin le raccordement des localités. Toutefois, les actes d'incivisme de citoyens ainsi que certains responsables d'unités industrielles, continuent

de polluer plusieurs zones, que ce soit à proximité du milieu urbain ou dans les espaces ruraux. Un programme de contrôle et de suivi continu et rigoureux, doit prendre effet, afin de limiter ces actes et optimiser le rôle de ces stations d'épuration. Les habitants de cette région, à défaut d'un réseau d'assainissement, continuent d'utiliser les fosses septiques pour se débarrasser des eaux usées.

Notons que cette zone située aux alentours de La Macta, est classée réserve naturelle par l'UNESCO. Il convient de rappeler que les services compétents de la wilaya projettent le traitement de 85 % des eaux usées, qui seront utilisées à des fins agricoles. Ces 10 nouvelles STEP incarnent l'objectif de la Direction des ressources en eaux, de récupérer et de traiter le maximum de mètres cubes d'eau, afin de subvenir aux besoins de la population et de promouvoir l'économie de cette grande ville.

Ces STEP auront également l'occasion de mettre fin définitivement aux dégâts causés par la pollution des eaux de la mer et

son impact négatif sur les plages. La majorité de ces STEP qui seront réalisées sur la côte, permettront en effet, à la corniche de ne plus subir le déversement sauvage des eaux souillées dans la mer. Elles seront également d'un bon apport pour l'agriculture, en se substituant ainsi aux eaux des pluies qui sont irrégulières dans cette région du pays réputée chaude et qui a donc beaucoup perdu de son potentiel agricole. Rappelons également qu'une enveloppe de 350 milliards de centimes a été débloquée en faveur du centre-ville et des communes côtières, tandis que la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) se chargera de l'étude dudit projet. Ce dernier comportera aussi la réalisation d'un rejet de 6 km pour l'évacuation des eaux usées du centre-ville et du port d'Oran vers les stations d'épuration, ainsi qu'un réseau de canaux dans la commune d'Oran, qui sera étendu sur 33 km, et ce, toujours dans le même cadre de résolution du problème de déversement des eaux usées.

S. Ourabah

انفجار قنوات الصرف الصحي يندربكارثة إيكولوجية بحي 250 مسكن بالعلمة في سطيف

حسب السكان، كما أوضح المواطنون أنهم قصدوا مصالح البلدية لنقل انشغالهم ولكن المسؤول عن مكتب الطرقات والمياه أعطاهم وعودا لم تجسد على أرض الواقع، وهو ما جعلهم يستنجدون برئيس الدائرة الذي أعطى أمرا للمصالح المختصة لمعاينة الحي عن قرب، وقد تم إنجاز تقرير يحمل صيغة الاستعجال يقضي بضرورة إصلاح القنوات في أقرب وقت، خاصة أن منسوب المياه ارتفع والسكان الذي يقطنون بالطابق الأرضي في العمارة د 7 مهددون في أي وقت بدخول القاذورات لمنازلهم، وهو ما جعل المواطنين يوجهون نداء استغاثة للوالي للتدخل العاجل وإنقاذهم من هذه الكارثة البيئية التي تهدد حياتهم.

ريمة بوصوار

يشتكى سكان حي 250 مسكن في العلفة شرق ولاية سطيف، من انفجار قنوات صرف المياه منذ حوالي أسبوعين، من دون أن تتدخل السلطات المحلية لإيجاد حل لهذه القضية، وحسب السكان الذين تحدثوا لـ«النهار»، فإن وقائع هذه الكارثة الإيكولوجية تعود للصيف الماضي، عندما قامت مصالح البلدية بالحفر على مستوى الحي لتجديد هذه القنوات ولكن العملية توقفت فجأة من دون سابق إنذار، بعد أن تم ردم الحفر من دون مواصلة العملية، وهو ما أدى لانفجار قنوات الصرف، إضافة لاختلاطها بالمياه الصالحة للشرب، بعد أن أصبحت مياه الحنفيات مصحوبة بالروائح الكريهة، وهو ما قد يؤدي لحدوث كارثة إذا لم تتدخل السلطات المحلية لإيجاد حل لهذه المشكلة

CONSTANTINE. AGENCES COM- MERCIALES SEACO Le système de paiement des factures bloqué

Cela fait plus de dix jours que les abonnés de la Seaco ne peuvent pas s'acquitter de leurs factures de consommation d'eau. Selon des agents de l'agence commerciale de la cité Zouaghi, la raison en est un blocage dans le réseau informatique de la Seaco. C'est une panne technique due à l'expiration de la mise à jour du logiciel chargé de la validation des factures de consommation d'eau. Selon l'agent en question, «*l'actualisation du logiciel se fait grâce à un marché conclu entre la Seaco et une entreprise détentrice de la licence*». L'on apprend ainsi, que la dernière réactivation qui remonte à trois mois, n'a pas été acquittée. Il faut relever que ce «*désagrément*» survient au moment où les négociations sont en cours avec le conseil d'administration autour de l'expiration du contrat de la société des eaux de Marseille (Sem), à Constantine, laquelle, pour rappel, a obtenu une prorogation de trois mois.

O. -S. Merrouche

Hydraulique

KHEDDAR LEMTAÏCHE.

Vice-président de l'APC de Babor

«LES VILLAGEOIS SONT PRÊTS À REVENIR SI L'ÉTAT LES AIDE»

Kheddar Lemtaïche est vice-président de l'APC de Babor. Il totalise 28 ans de service comme fonctionnaire municipal avant de se présenter en novembre 2012 sur une liste RND. M. Kheddar se souvient non sans une pointe de nostalgie de l'époque où Babor était une place forte de l'économie de la région. *«Le marché de Babor grouillait de monde. On y trouvait de tout : légumes, bestiaux, ustensiles, habillement... Signe des temps, aujourd'hui, nous sommes obligés de nous déplacer vers Sétif pour nous approvisionner»* regrette-t-il. L'adjoint-maire ne peut que constater la dévitalisation de la commune suite à ses importantes pertes démographiques, entre exode sécuritaire et migrations de travail. *«Les villageois sont prêts à revenir si l'Etat les aide»*, dit-il. Notre élu se félicite, au passage, que la route montagneuse qui dessert l'emblématique forêt des Babors soit rouverte. *«Cela faisait plus de 20 ans qu'elle était fermée. Cela va permettre justement aux gens de reprendre possession des lieux»*, argue-t-il. Un premier geste fort, en attendant d'autres, notamment dans le domaine social. Kheddar Lemtaïche admet que les offres de travail sont infimes, ce qui n'est pas pour fidéliser la jeunesse. Il plaide pour l'exploitation des ressources hydriques dont regorge la région. *«Ici, il y a facilement de quoi faire une usine d'eau minérale. Le débit est de 94 litres/seconde dans les sources de Tababart.»* Et d'évoquer le projet d'El Ma Labiod dont le taux d'avancement, selon lui, est de 90%. Les communes de Babor et de Serdj El Ghoul seront ainsi alimentées en eau potable à partir de cette source grâce à ce projet d'aqueduc lancé en 2012. Il s'agit d'un projet sectoriel dont le coût est estimé à 54 milliards de centimes. *«Il manque juste l'électricité pour faire marcher les pompes»*, indique M. Lemtaïche. *«D'ici août-septembre, il sera achevé»*, promet-t-il. L'APC manque cruellement de ressources faute de recettes fiscales, souligne notre interlocuteur, avec un budget de fonctionnement de 4,5 milliards de centimes. *«C'est l'Etat qui fournit tout»*, dit l'adjoint au président d'APC, en affirmant que *«les projets de développement avancent»* et que *«la situation s'améliore»*. Recensant les besoins de la population, Kheddar Lemtaïche insiste sur l'urgence de doter la ville d'un vrai centre hospitalier. *«Nous sommes sous pression. Il nous faut 60 lits supplémentaires. Nous avons une polyclinique qui accueille, en plus des malades de la commune, ceux de Serdj El Ghoul et ceux d'Erraguène, qui relève pourtant de la wilaya de Jijel»*, se désole M. Lemtaïche, en signalant que *«la commune ne dispose que d'une seule ambulance»*. Les habitants de Babor souhaitent également que la ville ait son propre tribunal. *«Nous avons un local qui est prêt pour recevoir ne serait-ce qu'une antenne judiciaire, au moins de quoi régler les problèmes de rectification de nom qui sont extrêmement nombreux dans notre circonscription et sont un vrai casse-tête pour nos concitoyens»*, plaide notre élu. Autre dossier : le gaz de ville. Le chef-lieu n'est alimenté que depuis 2010. Les villages, eux, attendent désespérément leur tour. Concernant le logement, M. Lemtaïche souligne que la commune n'a reçu qu'un quota de 40 logements sociaux pour 900 demandes, tandis que les aides relatives à l'habitat rural sont de 150 parts pour 2500 demandes. Par ailleurs, Kheddar Lemtaïche déplore la faiblesse de l'aide aux agriculteurs locaux, *«alors que la région est à vocation agricole, notamment dans l'arboriculture»*. Interrogé sur les préparatifs de l'élection, le vice-président de l'APC répond : *«Nous avons 12 500 électeurs sur 18 000 habitants. La campagne se déroule dans des conditions normales.»* Selon des estimations locales, le taux de participation moyen aux précédents scrutins tournait autour de 57%. *«Ici, le vote est majoritairement en faveur de Bouteflika»*, déclare notre élu RND en avouant que la bataille électorale sera rude pour convaincre ceux qu'il appelle poétiquement *«el aswat al âema»* (les voix flottantes). Et de conclure avec conviction : *«Notre parti à tous, c'est l'Algérie !»*

M.B.

TLEMSEN

L'Institut panafricain des sciences de l'eau bientôt opérationnel

L'Institut panafricain des sciences de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques devrait ouvrir prochainement et fonctionnera au sein de l'université Abou-Bekr-Belkaid de Tlemcen. Ayant une vocation internationale, ce centre va permettre la formation de 80% d'étudiants africains et 20% d'Algériens pour devenir des experts et spécialistes dans ces filières enseignées qui seront sanctionnées par un master ou doctorat d'Etat en informatique, changement climatique et sciences de l'eau. Financé par

l'Algérie, l'Union africaine et l'Allemagne, cet établissement devrait répondre aux exigences internationales de formation et aux préoccupations du continent africain. Il a été ainsi décidé que l'université panafricaine sera constituée d'un réseau de cinq instituts, chacun sera spécialisé en fonction des potentialités de la région, mais aussi des besoins exprimés localement. L'université panafricaine décidée par l'Union africaine comprend donc l'Institut des sciences de la vie et sciences de la terre basé au Nigéria, l'Institut

des sciences sociales et de la gouvernance au Cameroun, l'Institut des sciences de la vie et de l'agriculture implanté au Kenya, l'Institut des sciences de l'espace en Afrique du Sud, et enfin l'Institut des sciences de l'énergie et de l'eau en Algérie. L'un des objectifs primordiaux de cette démarche est d'éliminer la fuite des cerveaux et mettre en place des potentialités de chercheurs au niveau du continent africain afin de répondre aux besoins pluridisciplinaires de chaque pays. Le professeur Mokhtar Sellami, directeur de la programmation,

de la recherche, de l'évaluation et de la prospective au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique estime que "l'Algérie a été choisie par le fait qu'elle répond à toutes les exigences et garanties de succès pour cet institut, rattaché à dix centres de recherches en Afrique, qui doit devenir un véritable pôle d'excellence pour la formation et l'élite africaine dans ces secteurs spécifiques que sont l'eau et les énergies renouvelables."

B. ABDELMAJID